



L'AFD ET **le secteur de la santé en Guinée**



Depuis 2014

7 projets octroyés
dont 4 projets sont encore
en exécution

33 M€
engagés

150

structures sanitaires appuyées
et 5000 professionnels
de santé formés

L'intervention de l'AFD en Guinée vise à répondre aux multiples défaillances du système de santé, tout en prenant en compte les inégalités de genre.

L'AFD intervient ainsi dans l'amélioration de l'écosystème des laboratoires, dans le renforcement des établissements de santé, et de manière transversale dans l'amélioration des ressources humaines en santé. L'AFD s'est également récemment investi dans l'appui à une meilleure prise en compte des droits à la santé sexuelle et reproductive.

NOTRE ACTION DANS dans la santé en Guinée

1

Amélioration de l'écosystème des laboratoires de biologie médicale

À la suite de la première épidémie d'Ebola, l'AFD a décidé de s'impliquer dans l'amélioration de l'écosystème des laboratoires de biologie médicale du pays. Le projet LABOGUI (8 M€) a ainsi permis l'opérationnalisation de la Direction Nationale des Laboratoires ainsi que la réhabilitation et l'équipement de 39 laboratoires publics dans l'ensemble du pays avec l'appui de la Fondation Mérieux. A travers le projet multi-pays RESOLAB, l'AFD fournit également un appui à la mise en œuvre des politiques nationales de biologie médicale et au renforcement des capacités techniques en matière de diagnostic biologique. Enfin, l'AFD a accompagné la création de l'Institut Pasteur de Guinée (6,6 M€) via la construction de son laboratoire de recherche, d'un laboratoire de biologie médicale et d'un centre de vaccination.

Enfin, l'AFD accompagne la thématique One Health en Guinée, à travers le projet Africam qui s'inscrit dans l'initiative PREZODE. Cette initiative internationale qui vise à prévenir les pandémies d'origine animale, a permis de mettre en place un partenariat entre des centres de recherche français et guinéens.

2

Renforcement des établissements de santé et de la prise en charge des patients

L'AFD contribue à l'amélioration de la maîtrise du risque infectieux dans les établissements de soins via le projet de Prévention et Contrôle des Infections mis en œuvre par Expertise France (7 M€) dans les régions de Conakry, Kankan et Nzérékoré. En partenariat avec la Fédération Hospitalière de France, l'AFD finance aussi des partenariats hospitaliers dans de nombreux pays y inclus la Guinée via des appels à projets annuels.

L'AFD appuie également plusieurs organisations de la société civile et notamment l'ONG Solthis sur la lutte contre le VIH et la réponse à crise COVID, l'ONG DREP Afrique sur la prise en charge de la drépanocytose, Inter'Aide sur l'amélioration de la santé des jeunes enfants en zones rurales isolées ou encore Santé Sud sur l'installation de médecins dans les zones les plus reculées.

3

Renforcement des Ressources Humaines en Santé

L'AFD appuie le renforcement des ressources humaines en santé, à la fois de façon transversale via les formations dispensées sur les différents projets mais également à travers des projets spécifiques. Ainsi le projet Ressources Humaines en Santé Publique, démarré en 2023 et mis en œuvre par Expertise France, propose un appui aux organisations sous régionales et une amélioration de l'offre de formation des acteurs de la santé publique dans trois pays dont la Guinée face à la lutte contre les crises sanitaires.

L'AFD a également apporté un financement à l'ONG Bioforce afin d'accompagner la structuration de l'offre de formation en gestion de crises sanitaires de l'Agence Nationale sur la Sécurité Sanitaire (ANSS).

4

Appui à la santé sexuelle et reproductive

L'AFD s'est récemment investi sur la thématique des droits à la santé sexuelle et reproductive en Guinée. Le projet DSSR (10 M€), qui se concentre sur la région de Boké, a pour objectif de contribuer à l'autonomisation des femmes et des filles, à travers une amélioration des connaissances en matière de droits et un renforcement de l'offre de soin en matière de santé sexuelle et reproductive. Ce projet, démarré en 2023, est mis en œuvre par Expertise France en étroite collaboration avec le Ministère de la santé et la société civile, notamment les associations AGBEF et AGUIAS.

En parallèle, un projet mené par AMREF et la CERREGUI (1,13 M€) intervient sur la réduction des violences gynécologiques et obstétricales dans certaines régions (Faranah, Boké, Labé et N'Zérékoré).